KARL MARX, PENSEUR DES ARTEFACTS NUMÉRIQUES. DE L'ALIÉNATION DE FAIT À LA LIBÉRATION ESPÉRABLE DE L'HOMME

N'gouan Mathieu AGAMAN
Maitre-Assistant en Philosophie politique et morale
Université Peleforo GON COULIBALY (Côte d'ivoire)
agamandemathieu@gmail.com

Résumé
Cet article relit Marx à l'aune de l'intelligence artificielle comme intensification du capitalisme. L'IA étend la subsomption du travail aux sphères cognitives et affectives, transformant l'expérience humaine en ressource. L'aliénation devient algorithmique via la captation des données et la prolétarisation généralisée. Toutefois, l'IA reste contradictoire du fait qu'elle socialise le savoir tout en renforçant son appropriation par les plateformes. Cette tension ouvre des luttes sur les infrastructures techniques. L'enjeu politique nodal est la réappropriation collective des systèmes algorithmiques et la construction de communs numériques démocratiques.
Mots-clés *: Aliénation ; Capitalisme numérique ; Communs numériques ; Intelligence artificielle* ; *Marxisme.*

KARL MARX AS A THINKER OF DIGITAL ARTIFACTS. FROM DE FACTO ALIENATION TO THE PROSPECTIVE EMANCIPATION OF HUMANITY

Abstract
This paper reinterprets Marx through artificial intelligence as an intensification of capitalism. AI extends the subsumption of labor to cognitive and affective domains, turning human experience into a resource. Alienation becomes algorithmic through data extraction and generalized proletarianization. Yet AI is contradictory: it socializes knowledge while reinforcing its private appropriation by platforms. This tension generates struggles over technical infrastructures. The key political issue is the collective reappropriation of algorithmic systems and the construction of democratically governed digital common
Keywords *: Alienation ; Digital capitalism ; Digital commons ; Artificial intelligence ; Marxism.*

Introduction

À l'époque du déploiement généralisé des technologies numériques, l'intelligence artificielle s'impose comme l'une des figures les plus achevées de la puissance technoscientifique contemporaine. En effet, en automatisant non seulement les gestes productifs mais également les opérations cognitives, ces artefacts numériques reconfigurent en profondeur les modalités de production, de circulation et d'appropriation du savoir. De fait, ils ne constituent pas de simples outils, mais des forces productives d'un type nouveau, appelées à transformer les structures mêmes du social. Toutefois, une telle mutation ne saurait être appréhendée en dehors des rapports sociaux dans lesquels elle s'inscrit. Car, avec Karl Marx, toute technique est historiquement déterminée par les conditions matérielles de sa production et par les intérêts de classe qu'elle sert (K. Axelos, 2015). Dans cette logique, l'intelligence artificielle apparaît d'abord comme un moment d'approfondissement du capitalisme, en ce qu'elle participe à une intensification inédite de la subsomption du travail sous le capital.

Déjà, dans *Le Capital* (1867), Marx montrait que la machine, loin de libérer immédiatement le travailleur, tend à accroître son aliénation en le dépossédant de la maîtrise du procès de production. Aujourd'hui, cette dynamique s'étend à la sphère cognitive elle-même, c'est-à-dire les algorithmes captent, modélisent et exploitent les activités intellectuelles humaines, donnant lieu à ce que certains auteurs contemporains, à l'instar de Shoshana Zuboff (2019), désignent comme un capitalisme de surveillance. Ainsi, loin de réaliser spontanément la liberté humaine, les artefacts numériques semblent d'abord reconduire et approfondir les formes historiques de domination. Cependant, une telle analyse serait incomplète si elle ne prenait pas en compte la dimension dialectique du

développement des forces productives. En effet, Marx souligne également, notamment dans les Grundrisse (1857-1858), que le progrès technique, en réduisant le temps de travail nécessaire, ouvre la possibilité d'un dépassement des contraintes matérielles qui pèsent sur l'existence humaine. De ce point de vue, l'intelligence artificielle, en tant qu'automatisation avancée du travail, porte en elle une potentialité ambivalente : elle peut à la fois renforcer l'aliénation dans le cadre du capitalisme numérique et préparer les conditions objectives d'une réappropriation sociale de la technique. Dit autrement, elle rend pensable une société dans laquelle le travail contraint céderait la place à une activité librement organisée. Sur ces entrefaits, la question qui se pose avec acuité est la suivante : comment penser, dans une perspective marxienne, la double dynamique des artefacts numériques, à la fois instruments d'aliénation et vecteurs possibles de libération ? En d'autres termes, dans quelles conditions sociales, économiques et politiques l'intelligence artificielle peut-elle cesser d'être un simple outil de valorisation du capital pour devenir le support d'une véritable liberté humaine ? Pour répondre à cette interrogation, il conviendra d'analyser, dans un premier moment, les formes contemporaines de l'aliénation numérique induites par l'intelligence artificielle ; puis, dans un second moment, de mettre en lumière les potentialités émancipatrices inscrites dans le développement des forces productives numériques ; enfin, dans un troisième moment, d'examiner les conditions de possibilité d'une réappropriation collective de ces technologies, condition sine qua non d'une authentique libération de l'homme.

1. Les artefacts numériques comme approfondissement de l'aliénation dans le capitalisme contemporain

1.1. L'intelligence artificielle comme extension de la subsomption réelle du travail

L'intelligence artificielle constitue aujourd'hui l'une des expressions les plus avancées de la transformation technologique du capitalisme contemporain. Toutefois, son apparition ne doit pas être comprise comme une rupture absolue avec l'histoire des techniques modernes, mais comme l'approfondissement d'une dynamique déjà identifiée par Karl Marx à savoir celle de l'incorporation progressive des puissances humaines dans les dispositifs objectifs de production. L'originalité de l'IA réside cependant dans le fait qu'elle ne porte plus seulement sur la mécanisation des opérations matérielles ; elle investit désormais les facultés intellectuelles, les capacités de jugement, de prédiction et de décision qui semblaient constituer le propre de l'activité humaine.

Dans l'analyse marxienne du mode de production capitaliste, la technique n'est jamais une réalité autonome séparée des rapports sociaux. Elle constitue une forme historique d'organisation de la production. Dans *Le Capital* (1867), Marx montre que la machine industrielle ne doit pas être considérée comme une simple amélioration instrumentale du travail humain ; elle devient un élément déterminant du procès de production capitaliste, dans la mesure où elle participe à l'accroissement de la productivité et à l'extraction de la plus-value. La machine apparaît ainsi comme une puissance sociale objectivée qui, sous la domination du capital, se retourne contre le travailleur en renforçant sa dépendance à l'égard du procès productif. Cette analyse permet de comprendre que le problème fondamental n'est pas la technique en elle-même, mais la forme sociale dans laquelle elle est intégrée. La machine libère potentiellement l'homme de certaines contraintes matérielles ; cependant, lorsqu'elle est subordonnée au mouvement d'accumulation du capital, elle devient un instrument de contrôle et de domination du travail vivant. Marx écrit en substance ceci :« les forces productives sociales du travail apparaissent comme des forces productives du capital » (K. Marx, 1867, Livre I, p. 120). Cette inversion constitue le cœur du phénomène d'aliénation : une puissance produite collectivement par les hommes apparaît comme une puissance extérieure qui les domine.

L'intelligence artificielle radicalise cette contradiction. Alors que la machine industrielle classique substituait principalement des opérations mécaniques au geste humain, l'IA introduit une nouvelle étape : l'intégration des fonctions cognitives dans l'appareil technique. Les systèmes algorithmiques peuvent désormais analyser des masses considérables d'informations, identifier des régularités, produire des recommandations et participer à des processus décisionnels. Ce déplacement transforme profondément la structure du travail. À ce niveau, la séparation

traditionnelle entre travail manuel et travail intellectuel devient de plus en plus fragile. Cette évolution peut être interprétée à partir du concept marxien de « subsomption réelle du travail » sous le prisme du capital. Dans la subsomption formelle, le capital exploite un procès de travail existant ; dans la subsomption réelle, il transforme l'organisation même du travail afin de l'adapter aux exigences de la valorisation capitaliste. L'intelligence artificielle représente une extension contemporaine de ce processus : elle ne se contente pas d'assister le travailleur, elle tend à réorganiser les conditions mêmes selon lesquelles le travail est conçu, évalué et exécuté.

Dans les environnements professionnels dominés par les plateformes numériques, les systèmes algorithmiques déterminent progressivement les rythmes de travail, les performances attendues et les modalités d'évaluation. Le travailleur n'est plus seulement soumis à une hiérarchie humaine visible ; il est confronté à une rationalité technique incorporée dans des dispositifs dont les critères demeurent souvent opaques. L'algorithme devient ainsi une nouvelle forme de médiation du pouvoir économique. Cette transformation trouve un éclairage particulier dans la notion de general intellect développée par Marx dans les *Grundrisse*. Marx y analyse le processus par lequel les connaissances sociales générales deviennent une force productive directement intégrée à la production. Le savoir collectif accumulé par la société (sciences, techniques, connaissances organisationnelles) cesse d'être extérieur au procès productif ; il devient une composante essentielle de la puissance productive. L'intelligence artificielle apparaît alors comme une objectivation contemporaine de cette intelligence sociale accumulée. Dans les faits, les modèles d'IA reposent sur des décennies de recherches scientifiques, sur des infrastructures techniques collectives, sur des masses de données produites par les interactions humaines. Pourtant, cette intelligence collective est principalement intégrée dans des dispositifs contrôlés par des acteurs privés. Il apparaît ainsi une contradiction majeure, c'est-à-dire la production de l'intelligence artificielle est socialement collective, mais son appropriation demeure largement privée. C'est précisément ici que se situe l'apport théorique de cette réflexion. En effet, l'aliénation numérique contemporaine ne réside pas seulement dans la dépossession du produit du travail, telle que Marx l'avait analysée dans les *Manuscrits de 1844*, mais dans la captation d'une puissance cognitive collective transformée en source privée de valorisation. Nous proposons de désigner ce phénomène par le syntagme « captation algorithmique de l'intelligence sociale ».

Par la captation algorithmique de l'intelligence sociale, nous désignons le processus par lequel les interactions humaines, les comportements collectifs et les formes d'intelligence relationnelle sont systématiquement enregistrés, agrégés et traités par des dispositifs numériques afin d'être transformés en données exploitables dans des logiques de prédiction, d'optimisation et de valorisation économique. Elle renvoie ainsi à une forme de réduction de l'intelligence sociale à ses traces computationnelles, où les dynamiques intersubjectives ne sont plus comprises comme des phénomènes symboliques ou interprétatifs, mais comme des ensembles de corrélations statistiques mobilisables par les architectures algorithmiques.

Cette notion de « captation algorithmique de l'intelligence sociale » permet de comprendre que l'enjeu politique de l'intelligence artificielle dépasse la seule question de l'automatisation de l'emploi. Il concerne désormais la maîtrise collective des conditions techniques de production du savoir, de la décision et de l'organisation sociale. L'IA révèle ainsi une contradiction fondamentale : elle manifeste le degré exceptionnel de développement des forces productives humaines, tout en demeurant enfermée dans des rapports sociaux qui peuvent transformer cette puissance collective en instrument de domination. Ainsi, l'intelligence artificielle apparaît comme une nouvelle figure de la dialectique marxienne des forces productives et des rapports de production : elle porte simultanément la possibilité d'une réduction du travail contraint et le risque d'une intensification de l'aliénation. Son orientation historique dépendra donc moins de sa puissance technique que des formes sociales et politiques de son appropriation.

1.2. La prolétarisation cognitive et la naturalisation idéologique de la domination algorithmique

L'une des transformations majeures introduites par le capitalisme numérique réside dans le déplacement de la source de la valeur économique vers des formes immatérielles d'activité humaine. Alors que le capitalisme industriel classique exploitait principalement la force de travail incorporée dans la production matérielle, le capitalisme algorithmique tend désormais à capter les traces cognitives, informationnelles et comportementales produites par les individus. L'enjeu n'est plus seulement l'exploitation du travailleur dans l'espace organisé de l'usine, mais l'appropriation diffuse d'une intelligence sociale qui se déploie dans l'ensemble des interactions numériques. Cette mutation invite à renouveler la catégorie marxienne de prolétariat. Dans la pensée de Marx, le prolétaire est celui qui, privé des moyens de production, est contraint de vendre sa force de travail pour assurer sa subsistance. L'aliénation trouve alors son fondement dans la séparation entre le producteur et les conditions objectives de sa production.

Pourtant, à l'âge numérique, cette séparation connaît une extension nouvelle : l'individu produit continuellement des informations, des données et des comportements exploitables économiquement, sans disposer nécessairement d'un contrôle effectif sur leur usage, leur circulation ou leur valorisation. Ainsi, la donnée devient une nouvelle matière première du capitalisme contemporain. Les activités ordinaires des individus à savoir les recherches en ligne, les interactions sociales, les déplacements et les consommations culturelles génèrent une accumulation informationnelle qui alimente les systèmes algorithmiques. Cette situation conduit à une forme nouvelle de prolétarisation : non plus seulement une dépossession du produit matériel du travail, mais une dépossession des productions cognitives et informationnelles issues de l'activité humaine. Dans cette perspective, l'analyse de Shoshana Zuboff sur le « capitalisme de surveillance » constitue une contribution majeure. Selon elle, les grandes plateformes numériques ont développé un modèle économique fondé sur l'extraction des « surplus comportementaux », c'est-à-dire sur la collecte et l'exploitation de données issues des comportements humains afin de produire des prédictions commercialisables (Zuboff, 2019). Le numérique se contente plus d'organiser des échanges ; il transforme finalement l'expérience humaine elle-même en ressource économique.

Toutefois, une lecture marxienne permet d'aller au-delà de la seule question de la surveillance. Le problème fondamental n'est pas uniquement l'existence d'une collecte massive des données, mais le rapport social qui organise cette collecte. Les données ne possèdent de valeur économique que parce qu'elles sont insérées dans un système de propriété, d'investissement et d'accumulation. La question centrale devient alors celle de l'appropriation libellée comme suit: qui contrôle l'intelligence sociale produite collectivement ? Qui bénéficie de sa valorisation ? C'est ici que la notion de prolétarisation cognitive prend tout son sens. Elle désigne le processus par lequel les capacités intellectuelles dispersées dans la société sont progressivement captées, transformées et intégrées dans des infrastructures numériques dominées par le capital. L'individu contemporain devient ainsi producteur d'une richesse informationnelle dont il ne maîtrise ni les conditions d'exploitation ni les finalités. Cette situation prolonge, sous une forme nouvelle, l'analyse de Marx sur l'aliénation. Dans les lignes des Manuscrits économico-philosophiques de 1844, Marx montre que l'homme peut devenir étranger à sa propre activité lorsque celle-ci se retourne contre lui comme une puissance indépendante. L'originalité de l'époque algorithmique est que cette étrangeté ne concerne plus uniquement l'objet produit par le travailleur ; elle concerne également les connaissances, les traces numériques et les capacités de jugement intégrées aux systèmes techniques.

Cependant, cette nouvelle forme d'aliénation ne pourrait se maintenir sans une représentation idéologique particulière de la technique. Le capitalisme numérique s'accompagne en effet d'un imaginaire selon lequel les algorithmes seraient neutres, objectifs et purement rationnels. Cette croyance contribue à masquer les choix sociaux, économiques et politiques incorporés dans les dispositifs techniques. Or, comme l'ont montré plusieurs philosophes de la technique, aucun système algorithmique n'est indépendant des finalités humaines qui président à sa conception. Éric Sadin analyse ainsi l'émergence d'une « rationalité algorithmique » qui tend à présenter le calcul automatisé comme une forme supérieure d'intelligence capable d'orienter les décisions humaines

(Sadin, 2018). Le risque philosophique majeur réside alors dans la transformation progressive d'une production humaine en une instance prétendument autonome de vérité. Cette naturalisation de la domination algorithmique constitue une nouvelle forme d'idéologie. Dans l'analyse marxienne, l'idéologie ne signifie pas simplement une erreur intellectuelle ; elle désigne un processus par lequel des rapports sociaux historiques apparaissent comme naturels et nécessaires. De la même manière, présenter l'intelligence artificielle comme un phénomène inévitable revient à dissimuler les choix économiques qui orientent son développement à partir de la concentration des données, de la centralisation des infrastructures et surtout de la domination des grandes entreprises technologiques (Silicon Valley).

La critique marxienne permet donc de dévoiler une contradiction fondamentale du capitalisme numérique : jamais les sociétés humaines n'ont produit autant de connaissances, jamais les instruments de leur mise en commun n'ont été aussi puissants ; pourtant, cette puissance collective demeure concentrée entre les mains d'acteurs économiques privés. L'intelligence artificielle apparaît ainsi comme l'expression paradoxale d'une intelligence sociale à la fois amplifiée et confisquée. L'apport original de cette analyse consiste alors à montrer que l'aliénation numérique ne doit pas être comprise uniquement comme une dépendance aux machines ou une perte d'autonomie individuelle. Elle constitue plus profondément un conflit autour de l'appropriation de l'intelligence collective. La question fondamentale de l'âge algorithmique devient donc : comment transformer une puissance cognitive socialement produite en une richesse réellement commune ?

Par conséquent, la prolétarisation cognitive révèle la face sombre des artefacts numériques d'autant plus ils matérialisent un niveau inédit de coopération humaine tout en maintenant des formes nouvelles d'appropriation privée. Cette contradiction prépare l'analyse de leur autre dimension : celle de forces productives susceptibles d'ouvrir des possibilités historiques nouvelles.

2. Les artefacts numériques comme forces productives porteuses de potentialités émancipatrices

2.1. L'automatisation et la réduction du temps de travail socialement nécessaire

L'analyse marxienne du développement technologique ne peut être réduite à une critique de la machine comme instrument de domination. Une telle lecture manquerait la dimension dialectique de sa pensée. Chez Marx, la technique possède une double détermination : elle peut devenir, sous la domination du capital, un moyen d'intensification de l'exploitation ; mais elle constitue également une condition matérielle indispensable à la réduction de la nécessité économique et à l'élargissement des capacités humaines. L'intelligence artificielle doit donc être comprise dans cette tension fondamentale entre domination sociale et possibilité historique de libération. Cette idée trouve son embryon analytique dans les *Grundrisse* de Marx. Il y développe une analyse particulièrement féconde du rapport entre automatisation, savoir et liberté humaine. Il observe que le développement des forces productives tend à déplacer progressivement la source de la richesse sociale du travail immédiat vers l'organisation générale des connaissances et des capacités scientifiques incorporées dans la production. Le capital cherche à réduire le temps de travail nécessaire grâce au progrès technique, mais cette dynamique contient une contradiction. En effet, en développant les moyens permettant de diminuer le travail humain, il crée indirectement les conditions objectives d'une société où l'individu pourrait disposer davantage de temps libre.

L'intelligence artificielle représente aujourd'hui une nouvelle étape de cette dynamique. Contrairement aux phases antérieures de mécanisation, elle ne vise pas seulement la substitution de la force physique humaine par des machines ; elle concerne également les activités intellectuelles répétitives ou structurées selon des procédures formalisables. Les systèmes d'IA peuvent ainsi assister ou automatiser certaines opérations dans des domaines aussi variés que l'analyse documentaire, la gestion administrative, la recherche scientifique, la médecine ou l'industrie. Cependant, une lecture marxienne impose immédiatement une distinction essentielle. Celle-ci relève que la capacité technique de réduire le travail n'équivaut pas automatiquement à une libération du travailleur. Dans le cadre capitaliste, l'automatisation peut paradoxalement produire l'effet inverse de celui qu'elle rend techniquement possible. La réduction du temps de travail

nécessaire peut devenir une réduction de l'emploi, une intensification des cadences ou une précarisation accrue lorsque l'objectif dominant demeure l'accumulation du capital.

Cette contradiction apparaît déjà dans l'analyse marxienne de la machine. Marx montre que le développement technique possède une dimension ambivalente : il augmente la puissance productive collective, mais cette puissance est captée par le capital et utilisée contre les producteurs eux-mêmes. Ainsi, la question fondamentale n'est pas de savoir si la technologie libère ou opprime en soi, mais de déterminer dans quel rapport social elle est produite et utilisée. À ce titre, l'intelligence artificielle révèle une contradiction historique comparable à celle analysée par Marx dans le passage de la manufacture à la grande industrie. D'un côté, elle concentre un potentiel inédit de diminution du travail pénible, d'augmentation de la productivité et de libération du temps humain. De l'autre, elle demeure enfermée dans une logique économique où le gain de productivité est principalement orienté vers la rentabilité et la compétitivité. Le concept marxien de temps libre devient alors particulièrement pertinent. Pour Marx, le développement des forces productives n'a pas pour finalité ultime l'accumulation illimitée de marchandises, mais la possibilité pour l'homme de développer pleinement ses facultés. La véritable richesse d'une société ne réside pas seulement dans la quantité de biens produits, mais dans la capacité des individus à consacrer du temps au développement intellectuel, culturel, politique et créatif. Dans cette perspective, l'intelligence artificielle pourrait constituer un vecteur d'une nouvelle organisation sociale du temps.

En automatisant une partie des tâches nécessaires à la reproduction matérielle de la société, elle pourrait ouvrir un espace plus large pour des activités humaines non soumises immédiatement à la contrainte économique. La question n'est donc pas seulement celle de la suppression éventuelle de certains emplois, mais celle de la transformation du rapport entre activité productive et développement humain. Cette problématique rejoint les analyses contemporaines de Bernard Stiegler, qui insiste sur la nécessité de penser l'automatisation non comme une simple destruction du travail, mais comme une transformation profonde du rapport entre savoir, technique et individuation. Toutefois, une approche marxienne permet de préciser que cette transformation dépend nécessairement d'une réorganisation des rapports sociaux : sans appropriation collective des gains de productivité, l'automatisation risque de renforcer les inégalités plutôt que d'élargir la liberté. Ainsi, l'intelligence artificielle contient une possibilité objective de dépassement du travail contraint, mais cette possibilité demeure suspendue à une condition politique fondamentale : la maîtrise collective des orientations du progrès technique. Une société qui laisse les artefacts numériques sous le seul gouvernement de la rentabilité capitaliste risque de transformer une puissance libératrice en instrument supplémentaire de domination.

L'apport spécifique de cette analyse consiste donc à montrer que l'intelligence artificielle n'est pas simplement un outil de remplacement du travail humain ; elle constitue un révélateur historique de la contradiction entre le niveau atteint par les forces productives et les formes sociales qui organisent leur appropriation. En ce sens, les artefacts numériques portent en eux une possibilité de libération, non parce qu'ils seraient naturellement émancipateurs, mais parce qu'ils rendent matériellement pensable une société où le temps humain pourrait être progressivement libéré de la nécessité productive.

2.2. La socialisation des savoirs et la contradiction du capitalisme numérique

L'une des mutations décisives du capitalisme contemporain réside dans la transformation de la connaissance en force productive centrale. Cette dynamique avait été anticipée par Karl Marx dans le « fragment sur les machines » des *Grundrisse*, lorsqu'il affirme que « la création de la richesse réelle dépend moins du temps de travail […] que du niveau général de la science et du progrès de la technologie » (Marx, 1953, p. 592). Par cette formulation, Marx donne du contenu pratique à son concept de *general intellect*, en désignant l'intelligence sociale comme puissance productive décisive. Or, cette intuition trouve aujourd'hui une actualisation particulièrement frappante dans les technologies numériques et l'intelligence artificielle. En effet, les systèmes d'IA reposent sur une accumulation massive de connaissances collectives : données issues des usages sociaux, corpus

scientifiques, interactions humaines. Autrement dit, l'IA ne produit pas ex nihilo une intelligence, mais capte et formalise une intelligence sociale préexistante.

Cette transformation a été profondément analysée par le philosophe français B. Stiegler, pour qui la technique constitue « l'horizon de toute possibilité d'avenir » (B. Stiegler, p. 17). Une telle affirmation signifie que les dispositifs techniques ne sont pas de simples instruments, mais des milieux structurant les formes mêmes de la vie intellectuelle et sociale. Dès lors, l'industrialisation du savoir par les technologies numériques entraîne une reconfiguration du rapport entre individu et connaissance. Cependant, cette socialisation du savoir ne conduit pas nécessairement à une démocratisation effective. Elle peut au contraire s'accompagner d'un processus de dépossession. C'est précisément ce que souligne le philosophe français Éric Sadin, dont les travaux technocritiques montrent que l'intelligence artificielle tend à instaurer une « rationalité algorithmique » orientant les comportements humains et captant les capacités de décision. Cette dynamique correspond à ce que Sadin décrit comme une forme d'« assujettissement » par les systèmes numériques (E. Sadin, 2016 , p. 89).

Dans une perspective complémentaire, la philosophie de l'information développée par L. Floridi permet de conceptualiser cette mutation. Floridi montre que notre époque est caractérisée par une transformation de l'« infosphère », c'est-à-dire de l'environnement informationnel global dans lequel se déploie l'existence humaine (L. Floridi, 2011, p. 45). Cette transformation implique que la production de sens, de connaissance et de valeur est désormais inséparable des infrastructures numériques. Toutefois, cette production demeure structurée par des rapports de pouvoir. En effet, bien que les connaissances soient produites collectivement, leur exploitation repose sur des dispositifs techniques contrôlés par des acteurs économiques dominants. Cette contradiction prolonge directement l'analyse marxienne selon laquelle les forces productives sociales apparaissent comme des forces du capital.

La contradiction du capitalisme numérique peut donc être formulée ainsi : la production du savoir est de plus en plus socialisée, mais son appropriation demeure privée. Cette tension se manifeste dans le fait que les données, les algorithmes et les infrastructures numériques, produits d'une coopération sociale diffuse, sont concentrés entre les mains d'un nombre limité d'acteurs. Le savoir devient ainsi simultanément un bien commun dans sa production et un capital dans son appropriation. L'apport spécifique de cette analyse consiste alors à dépasser une lecture purement technologique de l'intelligence artificielle pour en faire apparaître la dimension structurellement conflictuelle. L'enjeu n'est pas simplement celui de l'usage des technologies, mais celui de la maîtrise sociale des conditions de production du savoir.

De ce pan de notre réflexion, la socialisation des savoirs à l'ère numérique ne constitue pas en elle-même une promesse d'émancipation. Elle ouvre plutôt un champ de contradictions où se joue la possibilité d'une transformation historique. L'intelligence artificielle apparaît dès lors comme une figure contemporaine de la dialectique marxienne : elle matérialise une intelligence collective qui, tout en étant captée par le capital, contient les conditions objectives de sa réappropriation. En définitive, la question fondamentale n'est pas de savoir si l'intelligence artificielle est libératrice ou aliénante en soi, mais de déterminer dans quelles conditions sociales elle peut devenir un instrument de maîtrise collective plutôt qu'un dispositif de domination.

3. Les conditions de possibilité d'une libération humaine à l'ère des artefacts numériques

3.1. La réappropriation collective des technologies et la transformation des rapports de production

L'analyse des artefacts numériques à partir de la philosophie marxienne conduit à une conclusion fondamentale : la technique ne porte pas en elle-même la promesse de la libération humaine. Elle constitue une puissance sociale dont la signification historique dépend des rapports sociaux qui déterminent son orientation. Ainsi, l'intelligence artificielle ne saurait être considérée comme un simple instrument neutre capable de produire automatiquement davantage de liberté. Elle demeure inscrite dans une configuration économique et politique qui organise sa production, son contrôle et ses finalités. Cette perspective prolonge l'intuition fondamentale de Marx selon

laquelle les forces productives ne peuvent être séparées des rapports sociaux de production. Dans *Le Capital*, Marx montre que le développement technique, sous la domination du capital, tend à renforcer la puissance du capital lui-même, parce que les moyens de production échappent aux producteurs et deviennent des instruments autonomes d'accumulation. L'enjeu historique n'est donc pas seulement le perfectionnement des instruments techniques, mais la transformation des rapports sociaux qui déterminent leur usage.

Appliquée aux technologies numériques, cette analyse permet de comprendre que la question centrale de l'intelligence artificielle n'est pas uniquement celle de son efficacité technique, mais celle de son régime d'appropriation. Les infrastructures numériques contemporaines, modèles d'IA, bases de données, capacités de calcul, plateformes constituent désormais des moyens de production stratégiques. Leur concentration entre les mains d'acteurs économiques dominants produit une nouvelle forme de dépendance. De plus, la société produit collectivement les ressources informationnelles nécessaires à l'IA, mais le contrôle de ces ressources demeure largement privé. C'est précisément cette contradiction qui impose une réflexion sur la réappropriation collective des technologies. Dans la perspective marxienne, il ne s'agit pas d'un simple transfert de propriété juridique, mais d'une transformation du rapport entre les producteurs et les conditions objectives de leur activité. La véritable question est celle du pouvoir de décision : qui définit les finalités des technologies ? Qui contrôle les données ? Qui détermine les critères selon lesquels les systèmes algorithmiques organisent le travail, la connaissance ou l'accès aux services sociaux ?

Cette problématique rejoint les analyses de B. Stiegler sur la nécessité d'une nouvelle politique industrielle et cognitive. Dans *La Société automatique* (2015), Stiegler montre que l'automatisation contemporaine ne peut être abandonnée aux seules logiques économiques, car elle engage les conditions mêmes de l'individuation humaine et de la transmission des savoirs. La technique doit donc être pensée comme un enjeu collectif et politique, non comme un simple domaine réservé aux experts ou aux intérêts marchands. Dans une perspective complémentaire, É. Sadin souligne que l'intelligence artificielle tend à introduire une nouvelle forme de gouvernementalité fondée sur la rationalité algorithmique. Selon lui, le risque majeur n'est pas seulement l'automatisation de certaines tâches, mais l'installation progressive de dispositifs qui orientent les décisions humaines en donnant aux calculs automatisés une apparence d'objectivité supérieure (E. Sadin, 2018). Dès lors, la réappropriation démocratique des technologies devient une condition essentielle pour préserver l'autonomie du jugement humain.

Cette exigence rejoint également les préoccupations formulées par la UNESCO dans sa Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle (2021), qui affirme la nécessité d'une gouvernance fondée sur les droits humains, la transparence, la responsabilité et la justice. Une telle orientation confirme que l'intelligence artificielle ne peut être gouvernée uniquement selon des critères de performance économique ; elle doit être inscrite dans un horizon politique et éthique. Cependant, une approche marxienne permet d'aller plus loin. La question éthique de l'IA ne peut être dissociée de la question économique de son appropriation. Une gouvernance responsable des algorithmes demeure limitée si les structures fondamentales de concentration des ressources numériques ne sont pas interrogées. La justice algorithmique suppose donc une réflexion sur les rapports de propriété et de pouvoir qui organisent l'écosystème numérique.

La réappropriation collective des technologies implique ainsi plusieurs dimensions : une démocratisation de l'accès aux infrastructures numériques, une gouvernance publique ou collective des données d'intérêt général, une transparence accrue des systèmes algorithmiques et une participation effective des citoyens aux choix technologiques. Il ne s'agit pas de rejeter la technique, mais de transformer les conditions sociales de son existence. L'originalité de cette analyse consiste alors à montrer que la libération humaine à l'ère numérique ne réside pas dans une accélération indéfinie de l'innovation, mais dans la capacité collective à orienter les forces productives numériques vers des finalités humaines. L'intelligence artificielle devient potentiellement libératrice lorsque l'intelligence sociale qui la rend possible cesse d'être captée par une logique privée

d'accumulation et devient une puissance organisée au service du développement humain. Ainsi, la transformation des rapports de production demeure la condition fondamentale d'une véritable politique de l'intelligence artificielle. Sans cette transformation, les artefacts numériques risquent de prolonger les formes historiques de domination sous des modalités nouvelles ; avec elle, ils pourraient contribuer à l'émergence d'un rapport inédit entre technique, savoir et liberté.

3.2. La redéfinition critique de la liberté face à la rationalité algorithmique

La question de la liberté constitue l'horizon philosophique ultime de toute réflexion critique sur les artefacts numériques. Si l'intelligence artificielle transforme profondément les modes de production, de connaissance et de décision, elle oblige également à interroger le sens même de l'autonomie humaine. La liberté ne peut plus être pensée uniquement comme absence de contraintes extérieures ; elle doit désormais intégrer la capacité des individus et des collectivités à maîtriser les médiations techniques qui organisent leur rapport au monde. Dans la philosophie marxienne, la liberté véritable ne se réduit pas à une affirmation abstraite de l'individu face aux déterminismes sociaux. Elle suppose la transformation des conditions matérielles qui limitent le développement humain. Marx (1867, p.830) écrit en ce sens que « le règne de la liberté commence seulement là où cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures ». Cette réflexion permet de penser que la liberté humaine est historiquement consubstantielle au développement des forces productives, mais aussi de leur orientation sociale. L'intelligence artificielle actualise cette réalité avec une intensité nouvelle. En effet, en permettant l'automatisation d'un nombre croissant d'opérations cognitives, elle ouvre théoriquement la possibilité d'une réduction de certaines contraintes liées au travail et d'une extension du temps consacré aux activités créatrices, scientifiques, culturelles et politiques. Cependant, cette potentialité demeure contradictoire tant que les gains issus de l'automatisation restent subordonnés aux impératifs de rentabilité et de concurrence.

Ainsi, la question fondamentale n'est pas de savoir si l'IA supprimera ou non certaines tâches humaines, mais de déterminer qui bénéficiera de l'accroissement de puissance productive qu'elle engendre. Une société où l'automatisation conduit uniquement à la concentration de la richesse et du pouvoir ne réalise pas la promesse de la technique ; elle transforme, au contraire, une possibilité de liberté en nouvelle forme de dépendance. Cette contradiction rejoint l'analyse développée par B. Stiegler sur la relation entre technique et individuation. Pour Stiegler, la technique est constitutive de l'humanité : elle n'est pas extérieure à l'homme, mais participe à la formation de ses capacités. Toutefois, lorsque les dispositifs techniques sont entièrement soumis à des logiques industrielles de calcul et de rendement, ils peuvent provoquer une perte de savoir-faire et une diminution de l'autonomie des individus. L'enjeu n'est donc pas de s'opposer à la technique, mais de permettre une relation plus consciente et plus créatrice avec elle. Dans cette perspective, la rationalité algorithmique décrite par Éric Sadin constitue un défi majeur. L'algorithme tend à introduire une nouvelle forme de pouvoir fondée sur la capacité à anticiper, orienter et influencer les comportements humains à partir du traitement massif des données. Le danger philosophique réside alors dans le passage d'une technique conçue comme instrument au service de l'action humaine à une technique qui prétend déterminer les conditions mêmes de cette action.

La liberté à l'ère numérique suppose donc une rupture avec une conception naïve de la neutralité technologique. Les algorithmes incorporent toujours des choix, des valeurs, des priorités économiques et des visions du monde. À ce niveau, on comprend aisément le philosophe ivoirien S. DIAKITE (1985), pour qui, la neutralité de la technique relève d'un mythe qu'il convient de déconstruire ; ce qui implique que toute technologie, y compris les dispositifs algorithmiques contemporains, incorpore des logiques sociales, culturelles et économiques. Pour une telle approche critique de la technique, les objets techniques ne sont pas seulement des moyens ; ils organisent des formes de relation sociale. La maîtrise démocratique de l'intelligence artificielle exige donc une capacité collective à comprendre, discuter et orienter les choix technologiques. Cette exigence conduit à reformuler la liberté dans un sens profondément marxien : être libre aujourd'hui signifie non seulement disposer de droits individuels, mais participer aux décisions qui déterminent

les infrastructures techniques de la vie collective. La liberté numérique devient ainsi une question politique : elle implique une démocratisation du pouvoir technologique. Cette perspective rejoint les orientations développées dans les réflexions contemporaines sur la gouvernance éthique de l'intelligence artificielle. La Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle de l'UNESCO (2021) insiste notamment sur la nécessité de placer les systèmes d'IA sous le contrôle de principes humains fondamentaux tels que la dignité, la justice, la transparence et la responsabilité. Toutefois, une lecture marxienne invite à compléter cette approche normative par une interrogation sur les structures économiques qui déterminent la production et la circulation des technologies.

L'enjeu véritable est donc celui d'une nouvelle politique de l'appropriation technique. Les artefacts numériques doivent cesser d'apparaître comme des puissances autonomes imposées à la société ; ils doivent redevenir des productions humaines soumises à des finalités collectivement discutées. C'est à cette condition que l'intelligence artificielle pourrait passer du statut d'instrument de domination potentielle à celui de force productive orientée vers le développement humain. L'apport original de cette réflexion consiste ainsi à montrer que l'avenir de l'intelligence artificielle ne dépend pas seulement de son degré de sophistication technique, mais du rapport social dans lequel elle s'inscrit. La contradiction fondamentale de notre époque réside dans le fait que l'humanité possède désormais les moyens techniques d'une libération accrue du temps et des capacités humaines, mais celle-ci reste confrontée à des structures sociales susceptibles de transformer ces moyens en instruments de contrôle.

Conclusion

La présente réflexion interroge la portée philosophique des artefacts numériques à partir de la pensée marxienne ; l'objectif est de montrer que l'intelligence artificielle ne constitue ni une rupture absolue avec les formes antérieures du développement technique, ni un simple prolongement neutre du progrès scientifique. Elle apparaît au contraire comme une intensification historique d'une dynamique déjà mise en lumière par Karl Marx. Avec cet auteur, il y a celle de l'incorporation des puissances humaines dans des dispositifs techniques qui, sous certaines conditions sociales, peuvent se retourner contre leurs producteurs. Par ce fait, notre analyse permet d'établir que l'intelligence artificielle s'inscrit pleinement dans la logique de la subsomption réelle du travail sous le capital, en étendant cette dernière à la sphère cognitive. À contrecoup, le travail vivant n'est plus seulement mobilisé dans sa dimension physique, mais dans ses capacités intellectuelles, relationnelles et informationnelles. En partant de ce fait, l'aliénation ne se limite plus à la dépossession du produit du travail ; elle atteint les conditions mêmes de production du savoir et de la décision. Une telle déduction analytique ne saurait épuiser le sens historique des artefacts numériques. Alors, se faisant pour soi la méthode dialectique de Marx, cette étude montre également que l'intelligence artificielle constitue une force productive porteuse d'une contradiction fondamentale. D'un côté, elle réalise un degré inédit de socialisation du savoir, en mobilisant une intelligence collective à l'échelle globale ; de l'autre, elle demeure enfermée dans des rapports de production qui en organisent l'appropriation privée. Cette dissociation entre socialisation cognitive et appropriation capitalistique constitue le cœur de la contradiction du capitalisme numérique. C'est précisément dans cette tension que réside la possibilité d'une transformation historique. L'intelligence artificielle ne devient potentiellement libératrice que dans la mesure où elle rend visible le caractère profondément social de la production du savoir et, par conséquent, la nécessité de repenser les formes de son appropriation. La question décisive n'est donc pas celle du développement technique en lui-même, mais celle des conditions sociales, économiques et politiques qui en déterminent l'usage (M. N. Agaman, 2026, p. 73). En ce sens, l'apport spécifique de cette réflexion consiste à proposer une lecture de l'intelligence artificielle non pas comme une simple innovation technologique, mais comme un moment critique de la relation entre forces productives et rapports de production. Loin d'opposer abstraitement l'homme à la machine, il s'agit de mettre en évidence le caractère socialement construit des dispositifs techniques et la possibilité de leur réorientation collective.

En définitive, considérer Marx comme un penseur des artefacts numériques revient à comprendre que la liberté humaine, à l'ère des algorithmes, ne peut plus être conçue indépendamment des médiations techniques qui structurent l'existence sociale. Dit autrement, la liberté ne consiste pas à se soustraire de la technique, mais à en devenir collectivement maître. Elle implique par conséquent une capacité politique à orienter les forces productives numériques vers des finalités humaines, et non à les subir comme des puissances étrangères.

Références bibliographiques

N'gouan Mathieu AGAMAN, 2026, « *Intelligence artificielle et infrastructure du savoir : dialectisme structurel entre justice cognitive et éducation inclusive* » Revue des Sciences Sociales « KAFOUDAL », Juin 2026, Numéro1, 8ème année, DOI : https://zenodo.org/uploads/22548631, p63-75.
Kostas AXELOS, 2015, *Marx, penseur de la technique*, Paris, Encre Marine, 464 p.
Antonio CASILLI, 2019, *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*, Paris, Seuil, 368 p.
Sidiki DIAKITE, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan, 155 p.
Luciano FLORIDI, 2016, *La quatrième révolution. Comment l'infosphère transforme le monde*, trad. Françoise et Paul Chemla, Paris, Presses Universitaires de France, 360 p.
Jean-Gabriel GANASCIA, 2017, *Le mythe de la singularité. Faut-il craindre l'intelligence artificielle ?* Paris, Seuil, 192 p.
Karl MARX, 1996, *Manuscrits économico-philosophiques de 1844*, trad. Jacques-Pierre Gougeon, Paris, Flammarion, 224 p.
Karl MARX, 2011, *Grundrisse. Fondements de la critique de l'économie politique (1857-1858)*, trad. Jean-Pierre Lefebvre, Paris, Éditions sociales, 1050 p.
Karl MARX, 2016, *Le Capital. Critique de l'économie politique. Livre I*, trad. Joseph Roy (révisée), Paris, Éditions sociales, 950 p.
Éric SADIN, 2016, *La Silicolonisation du monde. L'irrésistible expansion du libéralisme numérique*, Paris, L'Échappée, 288 p.
Éric SADIN, 2018, *L'Intelligence artificielle ou l'enjeu du siècle. Anatomie d'un antihumanisme radical*, Paris, L'Échappée, 336 p.
Gilbert SIMONDON, 2012, *Du mode d'existence des objets techniques*, Paris, Aubier (1ère éd. 1958), 384 p.
Nick SRNICEK, 2018, *Capitalisme de plateforme*, trad. Françoise et Paul Chemla, Paris, Lux Éditeur, 176 p.
Bernard STIEGLER, 1994, *La technique et le temps 1. La faute d'Épiméthée*, Paris, Galilée.
Bernard STIEGLER, 2015, *La Société automatique. Tome 1 : L'avenir du travail*, Paris, Fayard, 308 p.
Shoshana ZUBOFF, 2020, *L'Âge du capitalisme de surveillance*, trad. Françoise et Paul Chemla, Paris, Zulma, 704 p.
UNESCO, 2021, *Recommandation sur l'éthique de l'intelligence artificielle*, Paris, UNESCO.